



SOCIAL-ECO

AUTOMOBILE

Les Fordistes embrayent pour l'emploi en Gironde

Ford a empoché quelque 46 millions d'euros d'aides publiques sans respecter sa promesse de maintenir mille emplois sur le site de Blanquefort, en Gironde, qui produit des boîtes de vitesses. La CGT porte plainte pour non-respect de l'engagement du constructeur.

Par communiqué daté du 22 avril, la CGT Ford informait d'une mesure rare : « En réunion du comité d'entreprise extraordinaire a été votée une délibération qui acte le fait d'attaquer Ford au tribunal contre son désengagement de maintenir mille emplois sur son usine Ford Aquitaine Industries (FAI) de Blanquefort et sur le prêt de personnel de FAI vers Getrag Ford Transmissions (usine voisine) que nous dénonçons comme illicite. » Si la situation en est arrivée à ce stade dans cette entreprise du Bordelais qui produit des boîtes de vitesses pour le constructeur automobile américain, c'est que la vigilance des syndicats ne se relâche jamais vis-à-vis d'un scénario industriel alambiqué.

« Nous sommes 980 en équivalent temps plein et l'engagement signé de Ford était bien de mille équivalents temps plein actifs », commence Philippe Poutou, élu au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), représentant CGT au CE. « Et sur les 980 salariés, 47 sont prêts à l'usine voisine Getrag », complète Gilles Lambersend, secrétaire CGT du CE. La direction est en lutte contre le « sur-effectif » et ne cache pas sa volonté d'accélérer les départs. Fin 2014, elle a obtenu un accord sur la flexibilité prévoyant le prêt de personnel « à hauteur de 200 collègues et que ceux-ci pourraient être amenés à changer

d'employeur », souligne Gilles Lambersend, ouvrier en traitement thermique. Une mobilité basée sur le volontariat. « En réalité, la direction a précisé à ceux qui étaient pressentis pour aller à GFT que, s'ils refusaient, serait créé chez nous un service de travaux d'intérêt général de peinture, balayage, etc. avec pertes de salaire », grommelle éric Lafargue, agent de fabrication, délégué du personnel.

Pour Philippe Poutou, il faut remonter à 2006 pour saisir les enjeux. « Nous soupçonnions alors Ford de préparer une fermeture sans le dire après un premier plan social en 2005. Alors Ford a avoué qu'en 2010, le site devait avoir disparu. Face à la mobilisation, Ford Europe a voulu désamorcer le conflit en évoquant la vente du site à un repreneur. La bataille s'est engagée contre ce repreneur, qui avait un pseudo-projet d'éoliennes. » Mais il fut applaudi par Christine Lagarde, ministre des Finances de l'époque, le président de la région Aquitaine, Alain Rousset (PS), le député maire UMP de Bordeaux, Alain Juppé « Un an plus tard, nous nous sommes aperçus que tout était bien bidonné, nous avons raison, poursuit l'élu CGT. Il était question de finir la production de pièces pour Ford et de liquider le site en douceur. Rien d'autre ne voyait le jour. » La vigilance restant de mise côté salariés, la mobilisation a redoublé, le gouvernement lui-même s'est rebellé et Ford

Europe, resté présent au sein du conseil de surveillance, a accepté de renouer le dialogue. « Ford est revenu discuter avec nous, on a alors mené la bataille pour qu'il ne reparte plus », explique le syndicaliste. Ford a fini par racheter son usine, mais sans réel projet. En mai 2011, les salariés obtiennent du constructeur la production d'une nouvelle boîte de vitesses.

« Nous étions 2 000 et nous représentions 10 000 emplois induits à l'époque de ces luttes, ce qui nous a permis de mobiliser médias et population. » 300 départs volontaires en échange de mille emplois au minimum fermes et durables, en actifs à temps plein, c'est-à-dire sans compter les personnes en maladie et les préretraités, tel fut l'engagement écrit de Ford en mai 2013, signé avec les pouvoirs publics (préfecture et ministère du Redressement productif). « Mensonge ! » s'écrient les salariés, puisque l'activité d'alors ne pouvait pas concerner mille travailleurs. Mais l'accord est devenu « point d'appui », d'autant que les conditions de travail se dégradent pour ceux qui restent et que ces trois dernières années, entre les aides de type CICE et les exonérations de cotisations, le groupe a eu droit à 46 millions d'euros d'argent public. « Certes, le préfet nous a rappelé que les aides contractuelles seraient versées au prorata des effectifs réels. Mais nous avons choisi de nous battre avant

tout pour l'emploi ! » affirme Philippe Poutou, dont la candidature à la présidentielle de 2012 n'est pas selon lui sans peser dans le rapport des forces,

notamment médiatiquement. De quoi inciter les salariés en lutte à se mêler ouvertement de politique ? « Pourquoi pas, il y aura bientôt des

élections régionales », notent les syndicalistes. ■

par Laurence Mauriau-court

